

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse (Entité de niveau 2 ou 3 et Prêteur)

Le présent formulaire doit être rempli par un(e) signataire autorisé(e) de toute Entité ayant un lien avec la Demanderesse (**Niveau 2**) ou l'un(e) de ses actionnaires¹ (**Niveau 3**), dans le cadre de sa demande d'autorisation/de renouvellement de contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « Demande »).

Veuillez remplir un formulaire pour chaque Entité.

Partie 1 – Information générale

1.1 Demanderesse

Nom de la Demanderesse

(Entité transmettant la Demande)

1.2 Information sur l'Entité visée par le présent formulaire

Raison sociale

Numéro d'entreprise
du Québec (si applicable)

Nombre total d'actionnaires (actions votantes) ou d'associé(e)s de l'Entité

Veuillez indiquer la forme juridique de l'Entité (ne cocher qu'une seule case) :

- Personne morale Société Fiducie Autre

Description du contrôle (non requis pour les prêteurs) :

¹ Dans le présent formulaire, le terme « actionnaire de la Demanderesse » réfère à tout type d'Entité ayant le contrôle de cette dernière.

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Entité de niveau 2 ou 3 et Prêteur)

Partie 2 – Liens avec la Demanderesse ou l'un(e) de ses actionnaires

Veuillez indiquer tous les liens de l'Entité avec la Demanderesse (Niveau 2 – N2) ou avec l'un(e) de ses trois principaux actionnaires (Niveau 3 – N3) (**cochez tous ceux qui s'appliquent**) :

Pour toute fonction en lien avec un actionnaire de la Demanderesse (N3), inscrire le nom de l'actionnaire.

Nom de l'actionnaire (Entité) de la Demanderesse

Actionnaire (Entité) ayant le contrôle :

De la Demanderesse (N2)

Description du contrôle (nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) :

D'un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3)

Description du contrôle (nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) :

Associé(e) (Entité) ayant le contrôle :

De la Demanderesse (N2)

D'un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3)

Autre Entité ayant le contrôle :

De la Demanderesse (N2)

Description du contrôle (nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) :

D'un(e) actionnaire de la Demanderesse (N3)

Description du contrôle (nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) :

Fiduciaire (Entité) de la fiducie actionnaire de la Demanderesse (N3)

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Entité de niveau 2 ou 3 et Prêteur)

Prêteur de la Demanderesse (N2)²

Montant du prêt :

Nature du prêt :

Partie 3 – Coordonnées

Adresse du siège

N°

Rue

Bureau

Ville

Province/État

Code postal

Pays

Site Web (facultatif)

Téléphone principal

Télécopieur

Partie 4 – Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans le présent formulaire, ainsi que ceux fournis par la Demanderesse, sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la LCOP et de ses règlements et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1). Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.1 de la LCOP avant d'accorder l'autorisation demandée ainsi qu'en tout temps pendant la durée de validité de l'autorisation.

Il est obligatoire de remplir entièrement le formulaire et d'y inscrire les renseignements demandés. Si la demande est incomplète ou que le signataire refuse de fournir les renseignements demandés, la Demande d'autorisation pourrait être rejetée par l'AMP.

Au sein de l'AMP, seul(e)s les membres autorisé(e)s du personnel peuvent avoir accès à ces renseignements personnels dans l'exercice de leurs fonctions. La personne concernée par un renseignement personnel détenu par l'AMP peut y avoir accès et le faire rectifier conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

² Si « Prêteur de la Demanderesse » est le seul lien d'affaire déclaré dans le présent formulaire, ne pas remplir la partie 5 – Déclaration.

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse (Entité de niveau 2 ou 3 et Prêteur)

Partie 5 – Déclaration

Si le seul lien divulgué est « Prêteur de la Demanderesse », passez à la partie 6.

Veuillez répondre aux questions suivantes.

Note : Même si vous avez obtenu un pardon, vous devez quand même répondre « oui » à la question demandée.

1. Au cours des cinq dernières années, l'Entité a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP)? Oui ³ Non

Les questions 2 et 3 s'adressent uniquement aux Entités ayant divulgué au moins un lien de type N2.

2. Au cours des cinq dernières années, l'Entité a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires? Oui ³ Non
3. a) Au cours des cinq dernières années, l'Entité a-t-elle été actionnaire ou associée d'une autre entreprise, ou a-t-elle eu directement ou indirectement le contrôle juridique ou *de facto* d'une autre entreprise? Oui Non
- b) Si oui, au cours des cinq dernières années, ces entreprises ont-elles été poursuivies ou déclarées coupables d'une infraction prévue à l'annexe I de la LCOP? Oui ⁴ Non

4. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'Autorité des marchés publics (AMP) pour la présente Demande? Si oui, veuillez fournir des détails ci-dessous : Oui Non

³ Si oui, veuillez remplir et joindre à la présente Déclaration le formulaire « Information sur les infractions ».

⁴ Si oui, veuillez remplir et joindre à la présente Déclaration le formulaire « Information sur les autres entreprises contrôlées ».

Contrats publics

Liens avec la Demanderesse
(Entité de niveau 2 ou 3 et Prêteur)

Partie 6 – Signature

Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés du présent formulaire.

Je déclare que tous les renseignements présentés dans le présent formulaire sont véridiques et complets.

Je reconnais que l'AMP transmet au commissaire associé aux vérifications nommé conformément à l'article 8 de la *Loi concernant la lutte contre la corruption* (chapitre L-6.1) les renseignements obtenus afin que celui-ci effectue les vérifications qu'il juge nécessaires pour donner à l'AMP un avis à l'égard de l'entreprise visée par la Demande, le tout en application de la LCOP.

Je consens à ce que l'AMP communique à l'entreprise ou à son (sa) répondant(e), dans le cadre de la Demande, la recommandation et le motif au soutien de celle-ci, le cas échéant, du commissaire associé aux vérifications précédemment mentionné.

Je comprends qu'en vertu de l'article 27.13 de la LCOP, quiconque aide une personne à faire une Déclaration fausse ou trompeuse à l'AMP dans le but que la Demanderesse obtienne, renouvelle ou conserve une autorisation commet une infraction et est passible d'une amende.

Nom du (de la) signataire autorisé(e) de l'Entité

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Partie 7 – Consentement additionnel

Lorsque l'Entité n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités, le consentement suivant est demandé :

Je consens à ce que l'AMP et le commissaire associé aux vérifications communiquent hors du Québec les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'information, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du Règlement, et reçoive tout renseignement nécessaire à ces vérifications. La localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom du (de la) signataire autorisée de l'Entité

Signature

Date (jj/mm/aaaa)